

# Liban : Contre la résolution 1701, contre l'envoi de troupes de l'OTAN

jeudi 7 septembre 2006, par [ACHCAR Gilbert](#) (Date de rédaction antérieure : 3 septembre 2006).

L'Organisation des Nations unies, sa Charte en particulier, sont un précieux acquis historique - loin d'être parfaits, certes, mais entre le possible et le souhaitable, il faut les préserver tout en cherchant à les améliorer. C'est bien pourquoi la violation croissante des principes et règles de fonctionnement stipulés par la lettre de la Charte, ainsi que la dérogation grandissante à son esprit, doivent être vigoureusement condamnées.

Le Liban a été, ces dernières années, un terrain privilégié de la dérive favorisée par la fin du système très particulier de « l'équilibre des pouvoirs » que s'imposaient mutuellement les deux superpuissances de la Guerre froide jusqu'en 1990. La résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité au sujet du Liban est à la fois une violation flagrante de la Charte de l'ONU et un monument d'hypocrisie. Adoptée sans saisine du CS par le gouvernement libanais, elle proclame son attachement à la souveraineté du Liban tout en s'ingérant dans ses affaires intérieures en dérogation à l'article 2, point 7, de la Charte, qui prohibe toute intervention « *dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat* ». Il faudrait, d'ailleurs, une dose extraordinaire de naïveté pour croire un seul instant à l'attachement des membres permanents du CS à la souveraineté d'un Etat autre que le leur. La résolution 1559 - et le fait qu'elle ait été adoptée en 2004, et pas avant, le montre bien - s'inscrit de manière évidente dans l'action des Etats-Unis contre l'Iran dans la foulée de leur occupation de l'Irak, en visant deux des alliés de Téhéran : le régime syrien et le Hezbollah libanais.

La résolution 1701 du 11 août 2006 relève de cette même action de façon tout aussi flagrante. Elle a été adoptée après plusieurs semaines de blocage du CS par Washington pour laisser à Israël le temps de poursuivre son agression. Son iniquité saute aux yeux lorsqu'elle s'abstient de condamner l'agression criminelle d'Israël pour n'évoquer que « *l'attaque du Hezbollah contre Israël* » et les « *hostilités au Liban et en Israël* » (sic). Elle fait preuve d'une hypocrisie flagrante en demandant à Israël de cesser ses « *opérations militaires offensives* », sans même exiger la levée immédiate du blocus qu'il impose au Liban - comme si un blocus n'était pas une opération militaire éminemment offensive. L'iniquité est tout aussi flagrante lorsque la nouvelle Finul - qui, remarquablement, ne se déploie que sur le territoire du pays occupé - est censée empêcher que sa zone de déploiement ne soit utilisée pour « *des activités hostiles de n'importe quelle sorte* ». La résolution 1701 ne souffle mot de la protection du territoire libanais contre les agressions répétées d'Israël, puissance occupante au Liban 18 années durant (sans parler de la portion de territoire occupée depuis 1967).

Pour se faire une idée du caractère très biaisé de ce que prévoit la Finul dans l'esprit des Etats européens qui en fournissent la colonne vertébrale, il n'est qu'à lire l'entretien accordé au journal *Le Monde* (31 août 2006) par Jean-Marie Guéhenno, le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Il se passe de commentaire.

**« Pourriez-vous être amenés à user de la force contre le Hezbollah ? »**

*Nous pouvons être amenés à le faire à l'égard de tout élément qui empêcherait notre liberté de mouvement ou représenterait une menace pour la population ou pour la paix. [...]*

## **Que ferait la Finul en cas de raid de l'armée israélienne sur le Liban ?**

Malheureusement, depuis la cessation des hostilités, il y a eu plus de violations israéliennes que de violations du fait d'éléments armés libanais. [...]

## **Pourrait-elle être amenée à utiliser la force contre Israël dans cette hypothèse ?**

Je pense qu'Israël, qui tient à ce que le droit international s'affirme, à ce que responsabilité et souveraineté aillent de pair au Liban, assumera ses responsabilités dans le respect du droit international. »

La résolution 1701 est pleine de formulations délibérément ambiguës de sorte à permettre une interprétation allant dans le sens d'une mission de combat relevant de facto du Chapitre VII de la Charte, que Washington et Paris invoquaient directement dans leur projet de résolution distribué le 5 août et rejeté par le Hezbollah et le gouvernement libanais. Devant ces objections, Washington et Paris ont abandonné l'idée d'une nouvelle force internationale au Liban, s'en tenant à la Finul déjà en place. Toutefois, le mandat de cette dernière est profondément altéré, non seulement dans le sens indiqué ci-dessus, mais aussi quant à sa zone d'activité puisque la Finul II est autorisée à se déployer le long de la frontière libano-syrienne et à contrôler les accès aériens et maritimes du Liban.

En somme, l'esprit de cette résolution est de traiter le Liban comme s'il était l'agresseur ! Elle relève, en ce sens, d'une tentative de continuer la guerre israélienne au Liban d'une autre façon, qui pourra impliquer des opérations de guerre à courte ou moyenne échéance. C'est pourquoi elle doit être vigoureusement dénoncée et rejetée par toute personne attachée à l'esprit de la Charte des Nations unies.

Il ne s'agit pas de rejeter la présence même de la Finul le long de la frontière libano-israélienne. La Finul est en place depuis 1978 et acceptée par l'ensemble des forces politiques libanaises. En dépit de son inefficacité évidente quant à la protection du Liban contre les empiètements d'Israël sur sa souveraineté, et son inaction face à l'invasion du Liban par Israël en 1982 et son occupation du Liban sud 18 années durant, elle est un témoin précieux de ces violations de souveraineté. Ce dont il s'agit, c'est 1) de rejeter l'altération profonde et dangereuse du mandat de la Finul que constitue la résolution 1701, et 2) de s'opposer à l'utilisation de la Finul II et de la couverture onusienne afin de continuer la guerre pour les objectifs communs d'Israël, de Washington et de Paris au Liban. Ce qui est en train de se tramer, c'est la répétition d'une pratique symptomatique des temps nouveaux : l'utilisation de l'ONU comme feuille de vigne pour des opérations militaires menées par Washington avec l'OTAN et autres alliés, comme c'est le cas en Afghanistan depuis décembre 2001.

En bonne logique, une force d'interposition doit être composée de troupes de pays neutres. Or, Washington et Paris ne sont nullement neutres dans le conflit libanais. Aucune force alliée de Washington ne saurait être considérée comme neutre dans un conflit entre l'un des principaux alliés de Washington et un autre Etat. C'est le cas des forces de tous les pays membres de l'OTAN, alliés de la façon la plus formelle aux Etats-Unis. C'est pourquoi tous ceux et celles qui tiennent à la paix au Moyen-Orient et s'inquiètent des projets états-uniens dans cette partie du monde doivent s'opposer énergiquement à l'envoi et à la présence au Liban de troupes de pays membres de l'OTAN. Un mouvement de protestation en ce sens est enclenché dans les pays en question, de l'Allemagne à la Turquie, en passant par la France, l'Italie et l'Espagne. Il s'agit de l'exercice d'un devoir d'autant plus nécessaire qu'Israël s'arroge le « droit du plus fort » de refuser la participation à la Finul de certains pays musulmans candidats à l'envoi de troupes, en invoquant le fait qu'ils ne sont pas neutres dans le conflit israélo-arabe.

---

**P.-S.**

\* Paru en traduction italienne dans « Il Manifesto » du 7 septembre 2006.